

Monsieur le Président,

Il me fait extrêmement plaisir de pouvoir aujourd'hui ouvrir cette importante discussion des ministres de l'OCDE sur le dialogue Nord-Sud. Il s'agit d'une question à laquelle, comme vous le savez, je consacre beaucoup d'attention depuis plusieurs mois. L'année 1976 est une année particulièrement importante pour le dialogue Nord-Sud, à cause de la Quatrième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED IV) qui a pris fin récemment à Nairobi, et à cause de la Conférence sur la coopération économique internationale (CCEI) qui se tient ici à Paris. La CNUCED IV a sérieusement mis à l'épreuve la volonté politique des pays développés et des pays en développement de traiter d'importantes questions de fond dans le contexte d'un dialogue établi entre le Nord et le Sud. Certains pays en développement ont trouvé décevant que les propositions présentées par les Etats-Unis n'aient pas été retenues pour plus ample examen. Quoi qu'il en soit, les résultats sont à notre avis satisfaisants parce qu'il y a eu dans certains domaines des progrès qui permettront la poursuite du dialogue Nord-Sud dans une atmosphère de bonne entente; et tout compte fait, la CNUCED IV a connu plus de succès que bien des gens ne l'avaient prédit.

Les décisions prises à Nairobi ont été essentiellement de nature politique et procédurière. Les pays en développement ont prêté un caractère extrêmement politique aux questions soumises à la Conférence. C'est pourquoi il est de la plus haute importance que la volonté politique de ménager des compromis et d'éviter un retour à la confrontation continue d'inspirer la mise en application des décisions de la CNUCED IV. Les pays en développement ont encore beaucoup de mal à croire que des progrès importants seront accomplis. Nous devons donc éviter de miner notre crédibilité pendant la période cruciale qui verra se concrétiser les engagements de la CNUCED IV.

En partie à cause de la réunion de Nairobi, la CCEI peut continuer à jouer un rôle clé dans le dialogue Nord-Sud. Les mois qui viennent offrent à la CCEI une occasion unique de faire progresser la situation en examinant les problèmes, en stimulant les travaux d'autres organismes internationaux et en établissant un programme de coopération pour les pays développés et les pays en développement. Il ne faudrait pas la laisser passer. Au cours de sa première phase, la phase analytique, la CCEI s'est révélée une assemblée tout à fait propice à des discussions élaborées sur une vaste gamme de problèmes économiques, y compris les problèmes énergétiques, qui préoccupent à la fois les pays en développement et les pays industrialisés. Ces travaux devraient avoir préparé la voie à des progrès sensibles au cours des six prochains mois. Il y a eu jusqu'ici une coopération étroite entre les pays développés, qui forment le Groupe des huit à la Conférence. On est parvenu à circonscrire certains secteurs vers lesquels convergeront les efforts de la CCEI, l'objectif étant d'arriver à des résultats concrets à la réunion ministérielle de décembre prochain. Mais nous devons travailler davantage dans ce sens si nous voulons réussir; d'autant plus que le temps fuit à toute vitesse. Les réunions de juillet revêtent à cet égard une importance considérable puisque les quatre Commissions y établiront leur programme de travail pour la deuxième phase de la Conférence.